Cultures, Violences & Institutions

Le libéralisme

Marchepied de l'extrême droite ?

Boris Fronteddu

2026 | Analyse#511

Citoyenneté & Participation

01· “Une forme de guerre civile”

Dans ses vœux à la presse inaugurant l’année 2018, le président français Emmanuel Macron mettait en garde contre la tentation de « l’illibéralisme politique ». Tentation qui, en premier lieu, ferait peser une menace sur les journalistes et les médias. Cette tentation illibérale ou « populiste » serait croissante « aux frontières de l’Europe comme au sein de l’Europe ». Partant de ce constat, le président conclut qu’il revient à la France, en coopération avec d’autres pays européens, de mener de front le combat contre ce courant politique en vue de défendre la démocratie[1].

Face à eux se trouverait donc une constellation grandissante de gouvernements illibéraux. La Russie et les membres du Club de Visegrad[2] sont parmi les exemples les plus souvent cités de gestion « illibérale » (on aurait pu ajouter à cette liste et de façon non exhaustive, la Turquie d’Erdogan, l’Argentine de Milei et les États-Unis de Trump). Le représentant le plus célèbre de cette tendance politique est sans aucun doute l’ancien Premier ministre hongrois Viktor Orbán qui revendiquait avec fierté l’exercice d’une « démocratie illibérale »[3].

Cependant, l’illibéralisme demeure un concept aux contours flous sans réelle définition. La liste de ses adeptes tend donc à varier en fonction de celui qui les désigne et, peut-être surtout, en fonction du contexte et des intérêts géopolitiques du moment. Ainsi, depuis les législatives de 2023, la Pologne est sortie du club des régimes illibéraux en élisant à sa tête l’ancien président du Conseil européen Donald Tusk, issu du parti de centre droit « Plateforme citoyenne ». Une élection qui a marqué l’institution d’un gouvernement qualifié par la presse de « pro-européen »[4]. Ce revirement a néanmoins été relativisé en août 2025 lors de l’élection du nationaliste Nawrocki à la présidence du pays, instaurant « une cohabitation difficile » avec le gouvernement de Tusk[5]. En mai 2026, c’est Viktor Orbán qui perdait les élections législatives face à son principal opposant, Péter Magyar issu du centre droit. La présidente

1 « Vœux à la presse : “tentation illibérale”, qu’a voulu dire Macron ? », *Le Point*, 4 janvier 2018, https://www.lepoint.fr/politique/voeux-a-la-presse-tentation-illiberales-qu-a-voulu-dire-macron.

2 La Hongrie, la Pologne, la République Tchèque et la Slovaquie.

3 « Viktor Orban, le maître d’une Hongrie “illibérale” », *Euractiv*, 4 avril 2022, https://euractiv.com/fr/news/viktor-orban-le-maitre-dune-hongrie-illiberale.

4 « En Pologne, le gouvernement pro-européen de Donald Tusk dans la tourmente », Le Monde, 22 juillet 2025, https://www.lemonde.fr/international/article/2025/07/22/en-pologne-le-gouvernement-pro-europeen-de-donald-tusk-dans-la-tourmente.

5 « Pologne : le président nationaliste Karol Nawrocki prend ses fonctions, une cohabitation difficile s’installe », Toute l’Europe, 6 août 2025, https://www.touteleurope.eu/vie-politique-des-etats-membres/pologne-le-president-nationaliste-karol-nawrocki-prend-ses-fonctions-une-cohabitation-difficile-s-installe.

de la Commission européenne a fait part de son enthousiasme, affirmant que ce vote représente « un pays qui a repris son chemin européen »[6].

Si les protagonistes sont interchangeables, le décor, lui, est planté. Deux modèles de société antagonistes s'affrontent. D'un côté, le modèle libéral incarné par Emmanuel Macron et de l'autre, le modèle illibéral popularisé par Viktor Orbán. Les deux représentants politiques n'ont d'ailleurs pas hésité à faire de cet affrontement, une bataille existentielle. En 2018, devant le Parlement européen, Emmanuel Macron déclarait qu'une « forme de guerre civile réapparait en Europe »[7]. Quelques années plus tard, galvanisé par la victoire de Donald Trump aux États-Unis et le succès des Patriotes pour l'Europe au Parlement européen, Viktor Orbán appelait ses alliés à une « reconstruction de l'Occident »[8].

02 · Géométrie variable

En Europe, si ce schisme a surtout été popularisé par Orbán et Macron, il a néanmoins percolé dans les configurations politiques nationales. En Belgique francophone, le Mouvement réformateur (MR) en a, par exemple, fait son slogan de campagne : « fier d'être libéral ». Son président s'affirme comme le représentant d'un libéralisme constituant « un rempart à la fois contre l'extrême gauche, contre l'extrême droite et contre toute forme de radicalisme dans la société »[9]. Il s'inscrit pleinement dans l'idée que le modèle de « démocratie libérale » constituerait le cadre normatif idéal pour toute société. Toute déviation de ce cadre constituerait automatiquement une dérive désignée comme « radicale », voire « extrémiste »[10].

Cette utilisation générique du concept de libéralisme présente l'avantage de se référer au libéralisme à la fois économique, culturel et politique, induisant l'idée que l'un ne pourrait pas exister sans l'autre. Ce narratif implique qu'il n'existerait pas d'alternative non extrémiste ou non autoritaire à l'économie de marché. Toute remise en cause de cette dernière est donc perçue et traitée comme une « crise de valeur ». Dans ce cadre,

6 « Élections législatives en Hongrie : Viktor Orban reconnaît sa défaite "douloureuse", Péter Magyar proclame "Nous avons libéré la Hongrie" », *RTBF*, 12 avril 2026, https://www.rtbf.be/article/elections-legislatives-en-hongrie-viktor-orban-reconnait-sa-defaite-douloureuse.

7 « Ce qu'il faut retenir du grand oral de Macron au Parlement de Strasbourg », *Ouest-France*, 17 avril 2018, https://www.ouest-france.fr/europe/ue/europe-ce-qu-il-faut-retenir-du-discours-de-macron-au-parlement-de-strasbourg.

8 « Orbán déclare une offensive pour "occuper Bruxelles" au début de la présidence de Trump », *Euronews*, 20 janvier 2025, https://fr.euronews.com/my-europe/2025/01/20/orban-declare-une-offensive-pour-occuper-bruxelles-au-debut-de-la-presidence-de-trump.

9 « Voeux du MR à Liège : Georges-Louis Bouchez réaffirme le MR comme rempart contre l'extrémisme », Georges-Louis Bouchez, 8 janvier 2025, https://glbouchez.be/voeux-du-mr-a-liege-georges-louis-bouchez-reaffirme-le-mr-comme-rempart-contre-lextremisme.

10 « Du bon usage de l'ennemi », *Le Monde diplomatique*, juin 2022, https://www.monde-diplomatique.fr/2022/06/PIEILLER/64793.

le choix de l'illibéralisme serait la conséquence d'une mauvaise information voire d'une incompréhension des enjeux politiques et non celle de l'incapacité de la mondialisation néolibérale à tenir à ses promesses. Cela permet de neutraliser les critiques profondes de l'ordre économique libéral tout en rendant légitime aux yeux de l'opinion publique la mise en place d'états d'exception ou d'états d'urgence, cyniquement, au nom de la défense de ce cadre libéral[11].

Par ailleurs, une telle compréhension de la « démocratie libérale » permet également d'occulter une réalité historique bien plus contrastée. Et pour cause, la grande majorité des droits sociaux, économiques et culturels que ce narratif tend à désigner comme inhérents à la démocratie libérale (droit de vote pour les femmes, liberté de la presse, liberté syndicale…) ont été obtenus par le biais de luttes sociales collectives contre les réticences de l'élite libérale de l'époque. En d'autres termes, aucun de ces droits n'est « naturellement » lié à la démocratie libérale et celle-ci n'en garantit pas le maintien[12]. Les projets de loi visant à restreindre le droit de manifester[13], à faciliter la dissolution d'associations sur ordre du pouvoir exécutif[14] ou encore le refus du gouvernement de se conformer aux décisions judiciaires concernant l'accueil des migrants[15] en constituent autant d'exemples.

Dans le même temps, l'utilisation du terme « illibéralisme » pour désigner un gouvernement violant les libertés fondamentales et les fondements de l'État de droit a eu pour conséquence d'« euphémiser » ces pratiques. La notion d'« illibéralisme » a ainsi progressivement remplacé celle d'« autoritarisme ». Et cela, tout en offrant l'opportunité aux démocraties libérales autoproclamées de rendre plus acceptables les reculs des droits qu'elles ont elles-mêmes implémentés. Le cynisme de ce positionnement politique pourrait se résumer par « ne vous plaignez pas, ça pourrait être pire, regardez en face »[16]. Enfin, la désignation d'un modèle « illibéral » censé représenter l'exact inverse de la « démocratie libérale » lui a paradoxalement conféré une certaine crédibilité en tant qu'alternative politique. Viktor Orbán ne s'y est d'ailleurs pas trompé en choisissant de s'approprier et de revendiquer le terme[17].

11 « C'est la faute au peuple », *Le Monde diplomatique*, 1 juillet 2024, https://www.monde-diplomatique.fr/2024/07/A/67157.

12 Aurelien Mondon, « I Was Gonna Fight Fascism…The Need for a Critical Approach to Illiberalism », *Journal of Illiberalism Studies*, Illiberalism.org, 15 mai 2024, https://www.illiberalism.org/i-was-gonna-fight-fascismthe-need-for-a-critical-approach-to-illiberalism.

13 « Le droit de protester à nouveau menacé en Belgique », *Syndicats Magazine*, 25 juin 2025, https://syndicatsmagazine.be/droit-de-protester-menace-belgique.

14 « Dissoudre une association sur décision du gouvernement ? Notre liberté d'association est menacée », *Ligue des droits humains*, 3 novembre 2025, https://www.liguedh.be/dissoudre-une-association-sur-decision-du-gouvernement-notre-liberte-dassociation-est-menacee.

15 « Quatrième année de la politique de non-accueil : plus de 10 000 condamnations pour l'Etat Belge et toujours 3 000 personnes dans la rue », *Caritas International*, 17 mars 2025, https://www.caritasinternational.be/fr/asile-et-migration/quatrieme-annee-de-la-politique-de-non-accueil-plus-de-10-000-condamnations-pour-letat-belge-et-toujours-3-000-personnes-dans-la-rue.

16 Mondon, « I Was Gonna Fight Fascism… The Need for a Critical Approach to Illiberalism », *op. cit.*

17 « Viktor Orban, le maître d'une Hongrie "illibérale" ».

Pourtant, si l'on dépasse le niveau discursif et que l'on analyse les faits politiques, il apparait rapidement que « modèle libéral » et « illibéral » ne constituent pas vraiment les antithèses qu'ils sont censés incarner. Ils tendraient même plutôt à se confondre.

03 · L'inverse et son contraire

En août 2024, le chantre du modèle libéral, Emmanuel Macron, est accusé par l'opposition politique de son pays de « dérive illibérale »[18]. Cela faisait suite à son refus de nommer la candidate du Nouveau Front Populaire, Lucie Castets, au poste de Premier ministre après la victoire de la gauche aux élections législatives de 2024. Plutôt qu'une dérive, un bref regard sur son héritage politique permet de comprendre qu'il s'agissait plutôt de la poursuite d'une fuite en avant. À tel point que si ce mode de gouvernement avait été le fait d'un adversaire politique, Emmanuel Macron n'aurait eu aucun mal à le qualifier d'illibéral. Citons par exemple : la répression violente des mouvements sociaux[19] et notamment des gilets jaunes ou des opposants aux méga-bassines de Sainte-Soline, la restriction de l'accès à l'information pour les journalistes[20], la dissolution d'associations par le pouvoir exécutif[21][22], le durcissement de la politique migratoire[23], l'exaltation du natalisme[24], la récupération de termes propres à l'extrême droite tels que « ensauvagement » et « décivilisation »…[25]

Du côté belge, on observe que le MR a opéré un recentrage idéologique autour de thématiques chères à l'extrême droite : immigration, sécurité, wokisme, criminalisation des mouvements

18 « Nouveau premier ministre : Emmanuel Macron poursuit ses consultations mercredi en recevant Les Républicains ; Olivier Faure contesté au PS », *Le Monde*, 28 août 2024, https://www.lemonde.fr/politique/live/2024/08/27/en-direct-nouveau-premier-ministre-emmanuel-macron-dit-recevoir-a-l-elysee-ceux-qui-veulent-uvrer-pour-l-interet-superieur-du-pays-avec-un-nouveau-cycle-de-consultations.

19 « "Gilets jaunes" : l'ONU demande à la France d'enquêter sur "l'usage excessif de la force" », *Le Monde*, 6 mars 2019, https://www.lemonde.fr/societe/article/2019/03/06/l-onu-demande-a-la-france-une-enquete-sur-l-usage-excessif-de-la-force-pendant-les-manifestations-de-gilets-jaunes.

20 Nils Wilcke, « Comment Emmanuel Macron verrouille violemment la presse », *Politis*, 30 septembre 2024, https://www.politis.fr/articles/2024/09/politique-comment-macron-verrouille-violemment-la-presse.

21 « Le Conseil d'Etat annule la dissolution des Soulèvements de la Terre », *Le Monde*, 9 novembre 2023, https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/11/09/le-conseil-d-etat-annule-la-dissolution-des-soulevements-de-la-terre.

22 « Dissolution d'associations, comment le gouvernement repart à l'offensive », *La Croix*, 12 juin 2025, https://www.la-croix.com/societe/dissolution-d-associations-comment-le-gouvernement-repart-a-loffensive.

23 Voir par exemple : William Audreau, « Le projet de loi "immigration" a bien été adopté avec les voix du Rassemblement national », *Le Monde*, 20 décembre 2023, https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2023/12/20/le-projet-de-loi-immigration-a-bien-ete-adopte-avec-les-voix-du-rassemblement-national_6206884_4355770.html.

24 « Réarmement démographique : "La définition des femmes ne s'arrête pas à leur capacité de reproduction" », *RTBF*, 13 février 2024, https://www.rtbf.be/article/rearmement-demographique-la-definition-des-femmes-ne-s-arrete-pas-a-leur-capacite-de-reproduction.

25 « Macronie 2017-2024 : sept ans à renforcer le RN », *L'Humanité*, 4 octobre 2024, https://www.humanite.fr/politique/emmanuel-macron/macronie-2017-2024-sept-ans-a-renforcer-le-rn.

antifascistes… À ce titre, la polémique créée par le ministre fédéral à l'Emploi diffusant de faux chiffres sur l'origine des exclus du chômage[26] contraste fortement avec l'idée d'un parti libéral « rempart contre les extrêmes »[27]. De façon plus générale, cette tendance à embrasser les grands thèmes de l'extrême droite s'observe jusque dans les arcanes de la Commission européenne qui se présente pourtant comme la garante de la démocratie libérale[28]. La Commission Von der Leyen – (2014-2019) avait, par exemple, créé un Commissariat regroupant à la fois les portefeuilles de l'asile et de la migration et la « promotion du mode de vie européen ». En d'autres termes, le mode de vie européen n'y était perçu que par le prisme de la menace à laquelle l'exposeraient les flux migratoires. Un choix profondément politique puisque la Commission aurait très bien pu faire en sorte que la « promotion du mode de vie européen » soit par exemple incarnée par la protection des systèmes de sécurité sociale et la garantie des droits humains[29]. De manière plus générale, les accords de coopération migratoire entre l'UE et des pays tiers tels que la Libye et la Turquie ou encore la détention de migrants (en ce compris de mineurs non accompagnés) démontrent un véritable mépris pour les droits humains et l'inanité d'un libéralisme rempart contre les autoritarismes[30].

[26] « "57 % des exclus du chômage ne sont pas Belges" : le chiffre est faux, c'est 19 % », *RTBF*, 29 octobre 2025, https://www.rtbf.be/article/57-des-exclus-du-chomage-ne-sont-pas-belges-le-chiffre-est-faux-c-est-19-11624204.

[27] « Vœux du MR à Liège ».

[28] En juillet 2025, sa Présidente mettait en garde le Parlement européen sur le « combat [qui se joue] entre démocratie et illibéralisme » (voir par exemple le discours d'Ursula Von der Leyen du 7 juillet 2025 en séance plénière du Parlement européen).
Voir également les multiples recours à l'encontre des mesures liberticides adoptés en Hongrie et en Pologne, par exemple : Sandor Zsiros, « Confrontation ahead: EU Commission demands that Hungary withdraws draft transparency law », *Euronews*, 24 mai 2025, https://www.euronews.com/my-europe/2025/05/24/confrontation-ahead-eu-commission-demands-that-hungary-withdraws-draft-transparency-law.

[29] « Promotion de notre mode de vie européen - Commission européenne », consulté le 23 juillet 2026, https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/promoting-our-european-way-life_fr.

[30] « Accord sur de nouvelles règles européennes en matière de retour des migrants », *Parlement européen*, 1 juin 2026, https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20260518IPR43408/accord-sur-de-nouvelles-regles-europeennes-en-matiere-de-retour-des-migrants.

04 · L'autoritarisme comme nouvelle norme ?

Nous l'avons vu, l'opposition discursive entre « démocratie libérale » et « illibérale » ne résiste pas à l'épreuve des faits. Au pouvoir en Italie depuis 2022, Giorgia Meloni impose un style politique qui bouscule ce narratif en perte de crédibilité. Et pour cause, d'une part, la Première ministre italienne Giorgia Meloni est ponctuellement présentée par la presse comme la présidente d'un parti d'extrême droite et héritière du Mouvement social italien, un groupuscule fondé par d'anciens fascistes.[31] D'autre part, on salue son sérieux et sa gestion des finances publiques, à tel point que certains éditorialistes l'érigent en exemple à suivre[32]. Sur la scène internationale, la Première ministre italienne séduit de Donald Trump[33] à Ursula von der Leyen[34] en passant par Joe Biden[35]. Ce qu'il restait de l'antagonisme libéral-illibéral semble ainsi s'évaporer lorsqu'il s'agit de chanter les louanges de la dirigeante d'extrême droite.

Pourtant, dans un article de Mediapart intitulé « Giorgia Meloni, nouvelle égérie de la bourgeoisie française »[36], les journalistes Romaric Godin et Ellen Salvi remettent en cause les résultats budgétaires du gouvernement Meloni, parlant d'« illusion d'optique ». Objectivement, la gestion budgétaire du gouvernement italien ne donnerait pas de meilleurs résultats que celle de l'exécutif français. Et les journalistes de s'interroger : « pourquoi voit-on dès lors fleurir autant de titres sur la "reprise" de l'économie italienne ? ».

Ils perçoivent une « droite traditionnelle » française en recherche d'un nouveau modèle suite à l'essoufflement de la dynamique qui avait soutenu Emmanuel Macron en 2017. Face aux craintes pour l'avenir que génèrent les crises économique, sociale et écologique, la droite traditionnelle tendrait à se tourner vers le libéralisme autoritaire pour la représenter. Moins outrageuse que Donald Trump, Giorgia Meloni propose une « gestion répressive favorable au capital », un modèle susceptible de rassembler du centre à l'extrême droite. Et pour cause, Giorgia Meloni a bien com-

31 « Meloni: "La fiamma nel simbolo di Fdi? Continuità con il Movimento sociale e An" », *Il Fatto Quotidiano*, 3 mai 2024, https://www.ilfattoquotidiano.it/2024/05/31/meloni-la-fiamma-nel-simbolo-di-fdi-continuita-con-il-movimento-sociale-e-an/7570035.

32 « Giorgia Meloni, l'acrobate : enquête sur un phénomène », *Le Point*, 23 juillet 2025, https://www.lepoint.fr/monde/giorgia-meloni-l-acrobate-enquete-sur-un-phenomene-23-07-2025-2595014_24.php.

33 « Meloni very strong leader, doing a good job says Trump », *Ansa*, 13 octobre 2025, https://www.ansa.it/english/news/politics/2025/10/13/meloni-very-strong-leader-doing-a-good-job-says-trump.

34 Aleksandra Krzysztoszek, « Qu'il y a-t-il derrière le rapprochement entre Ursula von der Leyen et Giorgia Meloni ? », *Euractiv*, 29 janvier 2024, https://euractiv.fr/news/quil-y-a-t-il-derriere-le-rapprochement-entre-ursula-von-der-leyen-et-giorgia-meloni.

35 « États-Unis : Joe Biden reçoit chaleureusement Giorgia Meloni à la Maison Blanche », *France 24*, 28 juillet 2023, https://www.france24.com/fr/am%C3%A9riques/20230727-giorgia-meloni-chaleureusement-re%C3%A7ue-%C3%A0-la-maison-blanche-par-joe-biden.

36 « Giorgia Meloni, nouvelle égérie de la bourgeoisie française », *Mediapart*, 24 septembre 2025, https://www.mediapart.fr/journal/international/240925/giorgia-meloni-nouvelle-egerie-de-la-bourgeoisie-francaise.

pris ce que les tenants de la démocratie libérale considéraient comme une condition sine qua non pour éviter la case diabolisation. Elle fait preuve d'un soutien inconditionnel au projet européen et, surtout, à son marché unique et offre une contribution enthousiaste à l'OTAN[37] (même si cela doit parfois la pousser parfois au bout de ses contradictions[38]). Klaus Welle, Secrétaire général du Parlement européen de 2009 à 2022 et ancien président du Parti populaire européen (PPE, centre droit) a d'ailleurs exprimé que le principal problème des partis d'extrême droite se situait au niveau de leur euroscepticisme plutôt qu'au niveau de leurs positions sur l'immigration[39].

05 · De la cohabitation à l'hybridation

La « démocratie libérale » ne suscite plus l'engouement au fur et à mesure que l'inadéquation entre le discours et le réel devient de plus en plus difficile à justifier. Dans ce cadre, l'antagonisme avec le modèle illibéral a rapidement fait place à la collaboration pragmatique. En 2022 déjà, la Suède voyait les conservateurs et les chrétiens-démocrates s'associer à l'extrême droite pour gouverner le pays[40]. Un an plus tard, en Finlande, le parti d'extrême droite « les Vrais Finlandais » entrait dans la coalition gouvernementale avec les chrétiens-démocrates et la droite traditionnelle. En 2024, en France, le bloc central s'est allié avec les Républicains et le Rassemblement national pour faire barrage au Nouveau Front Populaire[41]. La même année, aux Pays-Bas, le parti d'extrême droite PVV était entré dans un gouvernement de coalition avec des partis de droite libérale et de centre droit[42]. Le parti de Giorgia Meloni gouverne, pour sa part, en coalition avec La Lega (autre parti d'extrême droite), « Forza Italia » (droite berlusconienne) et le parti centriste « Noi Moderati » (« Nous, modérés »). Quant à la Belgique, la droite libérale du MR a reçu le soutien

37 « Secretary General visits Italy, welcomes contributions to NATO and support for Ukraine », *OTAN*, 8 mai 2024, https://www.nato.int/en/news-and-events/articles/news/2024/05/08/secretary-general-visits-italy-welcomes-contributions-to-nato-and-support-for-ukraine.
« Dépenses de défense : l'Italie atteint l'objectif de 2 % de son PIB avant le sommet de l'OTAN », *Euractiv*, 16 mai 2025, https://euractiv.com/fr/news/depenses-de-defense-litalie-atteint-lobjectif-de-2-avant-le-sommet-de-lotan.

38 « Italy Allowed US Planes to Use Bases in Iran War, NATO's Rutte Says », *POLITICO*, 24 juin 2026, https://www.politico.eu/article/nato-mark-rutte-italy-us-bases-iran-war.

39 Hans Kundnani, « L'extrême droite et l'Union européenne : », *Esprit Avril*, n° 4 (2024) : 69-78, https://doi.org/10.3917/espri.2404.0069.

40 « Suède : Tidö 2.0, le "mariage d'amour" entre la droite libérale et l'extrême droite », *Le Monde*, 18 octobre 2025, https://www.lemonde.fr/international/article/2025/10/18/suede-tido-2-0-le-mariage-d-amour-entre-la-droite-liberale-et-l-extreme-droite.

41 « À l'Élysée, le RN d'accord avec la Macronie et LR pour faire barrage au NFP », *Huffington Post*, 26 août 2024, https://www.huffingtonpost.fr/politique/article/a-l-elysee-le-rn-d-accord-avec-la-macronie-et-lr-pour-faire-barrage-au-nfp_238787.html.

42 « Pays-Bas : Geert Wilders quitte la coalition, entraînant la chute du gouvernement », *Toute l'Europe*, 3 mars 2025, https://www.touteleurope.eu/vie-politique-des-etats-membres/pays-bas-geert-wilders-quitte-la-coalition-entrainant-la-chute-du-gouvernement.

du Vlaams Belang[43]. Et cette liste est loin d'être exhaustive.

Les digues ayant progressivement été démolies, la cohabitation entre des partis issus de la « démocratie libérale » et des partis d'extrême droite semble aujourd'hui faire place à une sorte d'hybridation. À tel point que la politique intérieure fascisante de Giorgia Meloni[44] ne suscite l'ire ni de la Commission européenne, ni des défenseurs autoproclamés des valeurs libérales. Au contraire, elle est aujourd'hui devenue source d'inspiration. Le modèle proposé par Meloni se traduit par un exercice autoritaire du pouvoir afin d'assurer la survie du libéralisme économique sans plus s'embarrasser — même au niveau discursif — de sa dimension politique et culturelle. Au programme : des mesures liberticides toujours plus nombreuses et un marché, toujours plus libre.

[43] « "Le Flamand est mieux protégé par Bouchez que par De Wever" : le président du MR reçoit le soutien du chef de l'extrême droite flamande », *La Libre*, 12 novembre 2025, https://www.lalibre.be/belgique/politique-belge/2025/11/12/le-flamand-est-mieux-protege-par-bouchez-que-par-de-wever-le-president-du-mr-recoit-le-soutien-du-chef-de-lextreme-droite-flamande.

[44] Attaques contre les minorités sexuelles, intimidation de la presse indépendante, réécriture de la Constitution, réhabilitation des fascistes, restrictions du droit à l'avortement…

DÉSIREUX D'EN SAVOIR PLUS !
Animation, conférence, table ronde… n'hésitez pas à nous contacter,
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.

citoyennete-participation.be

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

Avec le soutien du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Citoyenneté & Participation ASBL – Avenue des Arts, 50\6 – 1000 Bruxelles | info@citoyennete-participation.be | citoyennete-participation.be
N° d'entreprise : 0409 117 690 | RPM Bruxelles | BE67 3101 6586 0487

© 2026 | Citoyenneté & Participation ASBL • ER : Nadège Buquet – Avenue des Arts, 50\6 - 1000 Bruxelles